

Casablanca, le 06 janvier 2025

COMMUNIQUE DE PRESSE MAROC CONJONCTURE N° 374

Spécial « Le partenariat Franco-Marocain : Acquis et perspectives d'amélioration »

Le Centre Marocain de Conjoncture est ravi de vous informer de la sortie de son tout dernier numéro mensuel, « **Maroc Conjoncture** » n° 374. Ce numéro spécial se penche sur le partenariat Franco-Marocain : Acquis et perspectives d'amélioration. Voici un aperçu des principaux axes abordés :

Commerce Mondial : Impacts des tensions géopolitiques sur les chaînes d'approvisionnement

Si la crise sanitaire a été un véritable accélérateur des transformations des chaînes d'approvisionnement et des politiques commerciales des Etats, ce sont les risques d'ordre géopolitique -devenus structurels- qui gagnent en importance. Ceci dicte aux entreprises de revoir la configuration de leurs chaînes d'approvisionnement et aux Etats de tenter de prémunir les économies des effets de ce risque qui peut engendrer inflation et baisse de croissance. Dans cet environnement marqué par le recul du multilatéralisme, plusieurs grands pays adoptent des politiques étrangères et commerciales adaptées à leurs priorités économiques et stratégiques. De telles politiques de la part de "pays amis" peuvent profiter au Maroc à condition que celui-ci en saisisse l'opportunité en renforçant son attractivité.

Partenariat Maroc-France : Un potentiel de développement important

La transformation profonde du contexte géostratégique dans le pourtour méditerranéen mais aussi dans les espaces économiques pertinents en Europe et en Afrique et, plus globalement, dans le monde, plaide pour un renforcement de la coopération entre le Maroc et la France. Héritant d'une longue tradition avec une histoire riche et revêtant de multiples dimensions, le partenariat entre les deux pays est appelé à s'élargir davantage en s'adaptant aux nouvelles exigences dans un monde changeant tant au plan économique, social ou environnemental. Les voies à suivre dans cette perspective devraient mettre l'accent sur la consolidation des acquis du partenariat entre les deux pays dans les différents domaines de coopération tout en explorant les nouvelles opportunités de développement que présentent les transformations en cours au plan géostratégique.

Industrie Verte et Transition énergétique : Le Maroc à la pointe des investissements durables

L'industrialisation verte et la transition énergétique constituent aujourd'hui des piliers centraux de la stratégie de développement durable. A cet égard, le Maroc s'est engagé depuis plus d'une décennie, dans un processus de transformation économique aligné sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) et les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris. En adoptant une stratégie nationale ambitieuse, il vise à réduire sa dépendance aux énergies fossiles, à diminuer les émissions de gaz à effet de serre et à favoriser une économie résiliente et inclusive, en réponse aux risques climatiques et environnementaux mondiaux. Ce virage stratégique s'inscrit dans une vision à long terme, où le développement économique s'harmonise avec la préservation des ressources naturelles, dans un cadre institutionnel propice au progrès social et à la protection de l'environnement. La transition énergétique n'est pas seulement une réponse aux exigences écologiques mondiales, mais aussi une véritable opportunité économique. En devenant un leader régional de la croissance verte, le Maroc aspire à consolider sa place sur l'échiquier énergétique mondial.

Contraintes à l'Investissement Privé : Des réformes d'envergure pour en libérer le potentiel

Le Maroc a réalisé des avancées significatives dans l'amélioration de son climat des affaires, notamment grâce à la nouvelle Charte des Investissements et à certaines dispositions des Lois de Finances 2024 et 2025. Cependant, des défis structurels, tels que la bureaucratie, la corruption, les disparités régionales et le manque de compétences adaptées, continuent de freiner l'essor de l'investissement privé et ses potentialités importantes. Pour transformer ces freins en opportunités, une mise en œuvre rigoureuse des réformes est indispensable, accompagnée d'un dialogue constant entre les acteurs publics et privés. Si ces efforts sont menés avec détermination, le Maroc pourrait non seulement renforcer sa compétitivité, mais aussi devenir un modèle de développement économique durable à l'échelle régionale et internationale.

Le Gaz Naturel : Un nouvel axe stratégique pour un avenir économique durable

Le Maroc vise des objectifs énergétiques ambitieux pour l'avenir, notamment la réduction des émissions GES et l'augmentation de la part des énergies renouvelables à 52 % dans le mix énergétique d'ici 2030. Dans cet objectif et dans le souci de développer un approvisionnement en énergie fiable et compétitif, l'investissement dans le gaz naturel est érigé en priorité. Le gaz naturel est en effet un combustible dont les réserves mondiales sont abondantes, et dont l'utilisation génère entre 30 à 50 % moins d'émissions de CO₂ que les autres combustibles. Par ailleurs, le gaz naturel contribue à assurer la stabilité du réseau électrique à dominante renouvelable sujet à l'intermittence.

Le développement du gaz naturel permettra de décarbonner l'électricité et de rendre ses usages comme la voiture électrique moins polluants. La substitution au fioul permettra aux industries exportatrices de mieux faire face à l'ajustement carbone aux frontières de l'Europe.

Les programmes publics adoptés prévoient le déploiement, par étapes adaptatives s'échelonnant sur plusieurs années, d'un nouveau réseau de transport ainsi que des infrastructures de réception et de stockage en s'appuyant sur un socle composé du Gazoduc Maghreb-Europe et du futur Gazoduc Nigeria- Maroc.

Croissance en 2025 : L'économie nationale s'apprête à retrouver ses capacités productives d'avant la crise

Tablant sur la poursuite de la tendance au redressement du cycle d'activité au plan international, le scénario exploratoire élaboré par le Centre Marocain de Conjoncture pour l'exercice 2025 prévoit une inflexion favorable du rythme de croissance. Cette perspective tient en bonne partie à la reprise attendue du secteur primaire après la succession des années de sécheresse qui a fortement pesé sur les performances des activités agricoles. Elle tient également aux anticipations favorables pour les autres composantes du système productif qui bénéficieront d'une demande plus soutenue à la fois au niveau interne et externe.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter le CMC au 05 22 39 50 72 à 75

Email: cmconjoncture@menara.ma – Site web: www.cmconjoncture.ma

Facebook : www.facebook.com/centremarocainconjoncturecmc